



Bulletin de conjoncture

Réalisé conjointement avec les structures suivantes : PROMISAM/MSU-FEWS/NET-SAP/CSA

Bulletin d'analyse prospective du marché agricole

Octobre 2015

Une bonne production agricole avec moins de tension sur le marché céréalier en perspective

I – Rappel des campagnes agricole et de commercialisation 2014/15

La campagne agricole 2014/15 a connu des conditions hydriques qui ont permis aux producteurs d'effectuer à temps les opérations culturales dans les différentes zones agricoles du pays à l'exception de certaines localités dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou, Mopti et surtout dans celles de Tombouctou et Gao où le déficit pluviométrique a engendré des cas de ré-semis.

Globalement, les réalisations estimées à 4.501.380 ha ont été supérieures à celles de la campagne 2013/14, soit une hausse de 23% pour toutes les cultures confondues. Il faut noter que les fortes pluies enregistrées en juillet et août 2014 ont provoqué des pertes plus ou moins importantes de superficies de cultures par noyade au niveau des bas-fonds dans les régions de Sikasso, Mopti, Ségou et Koulikoro. De même, la faible crue du fleuve Niger et surtout la mauvaise conjugaison pluies-crue ont causé également des pertes de superficies de riz dans la zone Office Riz Ségou et par endroits dans les régions de Mopti, Tombouctou et de Gao.

En dépit de ces désagréments et avec l'appui du gouvernement dans le cadre du programme de subvention des intrants à 50% élargi aux semences et à l'aliment de bétail, les cultures ont, de façon générale, évolué normalement dans les grandes zones de production du pays.

Pour la campagne de contre saison, les réalisations en superficies pour le riz et les cultures de décrue ont connu des baisses à cause des travaux de réfection des canaux d'irrigation de N'Débougou et de Niono, du faible niveau de la crue sur le fleuve et de remplissage des mares et des lacs de décrue. Quant au maraîchage, la campagne a été moyenne à bonne avec des superficies emblavées supérieures à la campagne 2013/14 grâce aux appuis conséquents des partenaires au développement dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao et l'engouement des producteurs autour de ces cultures maraichères.

La campagne agricole 2014/15 a été jugée globalement bonne à moyenne dans le pays ; ce qui a permis d'avoir une production estimée à 6.980.733 tonnes, composée de 31 % de riz ; 25 % de maïs ; 24,6 % de mil ; 18,2 % de sorgho, 0,6 % de blé et 0,5 % de fonio. Le niveau de production de céréale atteint est supérieur de 21,7% par rapport à 2013/2014 et de 12,82 % par rapport à la moyenne des cinq(5) dernières campagnes (source CPS/SDR). Ces taux sont la résultante de l'augmentation des superficies et des rendements du mil/sorgho et du maïs.

Le suivi du Système d'Alerte Précoce avait également confirmé cette bonne production dans le pays car le nombre de populations en insécurité alimentaire a sensiblement baissé d'environ 80% par rapport à la campagne de commercialisation 2013/14. En effet, il est passé de 1.920.060 personnes en 2013/14 à 451.000 personnes en 2014/15 ; ce qui a réduit sensiblement les distributions alimentaires gratuites

effectuées par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire et les agences humanitaires dans le cadre du Plan National de Réponse 2014/15. Ainsi elles étaient de 27.063,900 tonnes en 2013/14 contre 15.000 tonnes en 2014/15.

Cette situation globalement bonne en termes de production agricole et d'excédent de production avait contribué à la baisse des prix des céréales sèches durant la période des récoltes de la campagne de commercialisation 2014/15. Le ralentissement des activités commerciales, entre les zones excédentaires du sud et les zones déficitaires du nord suite à la recrudescence de l'insécurité, et les opérations d'appuis en vivres avaient également participé à la baisse de la demande sur les marchés et donc du niveau des prix.

Afin de soutenir les prix au producteur et améliorer le revenu des populations rurales, l'Etat et ses partenaires ont procédé à des achats publics pour la reconstitution des stocks dans le cadre des différents programmes. Ainsi, l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM), dans le cadre de la reconstitution des stocks publics, avait lancé des opérations d'achat de 35.000 tonnes de mil/sorgho pour le compte du Stock National de Sécurité et de 25.000 tonnes de riz local pour le compte du Stock d'Intervention de l'Etat. De même le Programme Alimentaire Mondial (PAM) avait procédé aussi dans les zones excédentaires du pays¹ à l'achat de céréales dans le cadre de son programme pays.

S'agissant du riz, sa production au plan national a légèrement diminué en passant de 2.211.920 tonnes de paddy en 2013/14 à 2.166.830 tonnes en 2014/15, soit une baisse -2%. Toutefois, le marché du riz local a connu une évolution un peu particulière avec un état d'approvisionnement des marchés légèrement en dessous de la moyenne et un prix en hausse par rapport à celui de l'année dernière et à la moyenne des cinq (5) dernières années.

Concernant les riz importés, leurs prix ont été inférieurs à ceux du riz local malgré la faiblesse du franc CFA par rapport au dollar. Les prix des riz importés sont restés stables jusqu'à la soudure (juin 2015) à partir de laquelle, ils ont légèrement baissé à

cause des importations exonérées de riz de 130.000 tonnes autorisées par l'état entre le 24 juin 2015 et le 23 septembre 2015 afin d'améliorer la disponibilité sur le marché durant le mois de carême (18 juin 2015 au 17 juillet 2015).

S'agissant du marché à bétail, malgré que l'état ait procédé à des ventes subventionnées de 10.000 tonnes d'aliment bétail à travers le pays et que les partenaires au développement aient intervenu par des distributions gratuites d'aliments bétail dans les zones pastorales du nord et du sahel occidental, les prix de la campagne 2014/15 sont restés relativement élevés à cause de plusieurs facteurs dont entre autres:

- Le renchérissement des intrants de l'élevage, qui sont pour la plupart importés;
- La demande des pays côtiers, qui viennent s'ajouter à la demande interne augmentant la pression sur l'offre ;
- Les mortalités de bétail dans les zones pastorales qui ont réduit les offres ;
- Les appuis humanitaires de vivres qui n'incitent pas les éleveurs au déstockage du bétail particulièrement dans les régions du nord.

Pour ce qui concerne le marché des produits halieutiques, les prix ont été globalement stables. L'offre locale, composée des prises d'eau douce et de la pisciculture, a été renforcée par les importations de poissons d'eau de mer des pays côtiers afin de créer l'équilibre avec la demande.

II – Déroulement de la campagne agricole 2015/16

Dans le sud du pays, la campagne agricole 2015-2016 a débuté durant la deuxième décennie de mai 2015. Elle a connu des perturbations liées à la faiblesse voire l'arrêt des pluies d'une à trois semaines par endroits jusqu'à la deuxième décennie de juin 2015, occasionnant des cas de ré-semis mais moins marqués qu'en 2014. Dans le centre et au nord du pays, la campagne s'est installée dans le calendrier habituel voire de façon précoce par endroits. Ces zones ont également connu des irrégularités de pluies jusqu'à la deuxième décennie de juillet 2015.

¹ Sans être exhaustif, il s'agit essentiellement des régions de Ségou et de Sikasso

Sur toute l'étendue du pays, la régularité des pluies à partir de la troisième décennie de juillet 2015 a redonné espoir au monde paysan et a permis d'atteindre des niveaux de réalisations satisfaisantes particulièrement pour les céréales. En dépit des insuffisances de pluies en fin de campagne notamment dans le sahel occidental et certaines zones du nord du pays, l'espoir est permis avec la poursuite des pluies jusqu'à la deuxième décennie du mois d'octobre 2015 dans le sud et le centre du pays (zones de grande production).

Les inondations liées aux fortes pluies d'août et de septembre 2015 ont occasionné des dégâts plus ou moins importants aussi bien sur les habitations et les biens matériels que sur les cultures avec des pertes de superficies notamment dans les cercles de Kita, Macina, San, Sikasso. Ces dégâts légers (0,15% à Sikasso, 0,4% à Ségou) sur les cultures pourraient engendrer de façon très localisée des baisses de production.

La situation phytosanitaire dans le pays est restée relativement calme. S'agissant de la situation hydrologique, la montée des eaux se poursuit normalement sur les différents cours d'eau. Le niveau de la crue est inférieure à la moyenne sur les différents cours, mais favorables pour la riziculture et l'inondation des frayères pour la reproduction des poissons.

Les perspectives de production céréalières sont jugées moyennes à bonnes dans le pays en dépit des cas d'inondation signalés par endroits. La production prévisionnelle, selon les données du pays au PREGEC de septembre 2015, est estimée à 7.402.024 T soit une hausse de 6,04% par rapport à la campagne dernière et +17% par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les pâturages à la faveur de la bonne pluviométrie, se sont bien reconstitués cette année, ce qui augure de bonnes perspectives pour l'alimentation du bétail.

S'agissant des produits halieutiques, le pays reste structurellement déficitaire. Toutefois des efforts sont en cours par la Direction Nationale de la Pêche dans le but de poursuivre le développement de la pisciculture. Dans la région de Sikasso, le projet pilote PRODEFA (Projet de Développement de la Filière

Aquacole), financé par la Coopération Belge fait un travail remarquable dans le développement de la pisciculture.

II - Evolution des prix sur les marchés céréaliers durant les douze derniers mois

Durant les douze derniers mois, les marchés céréaliers ont été caractérisés par un état d'approvisionnement jugé moyen à bon pour les céréales sèches et légèrement en dessous de la moyenne pour le riz local.

Concernant les prix moyens nationaux pondérés au producteur des céréales sèches, ils ont évolué de la manière suivante :

Mil – Le prix moyen pondéré du mil au producteur a légèrement baissé de novembre 2014 à janvier 2015 pour ensuite amorcer des hausses successives jusqu'en juillet 2015. Ces hausses de prix étaient de faibles amplitudes jusqu'en avril 2015 avec une amplitude moyenne mensuelle de 4FCFA/kg. Ensuite elles se sont accélérées à partir de mai 2015 jusqu'en juillet 2015 pendant laquelle période, la hausse mensuelle moyenne a été de 6FCFA/Kg. Le prix moyen pondéré au producteur a légèrement baissé en août et septembre 2015 pour ensuite légèrement hausser en octobre 2015 (Cf. graphique 1).

Sorgho –le prix moyen pondéré au producteur du sorgho a légèrement baissé de novembre à décembre 2014. Ensuite il a haussé un mois sur l'autre entre janvier et août 2015. Les amplitudes de ces hausses étaient plus fortes entre les mois de mai à août 2015. En effet l'amplitude mensuelle moyenne a doublé en passant de 3 F/kg entre novembre 2014 et avril 2015 à 6 F/kg entre les mois de mai à août 2015. En septembre 2015, il a légèrement baissé pour ensuite légèrement haussé en octobre 2015 (Cf. graphique 2).

Maïs – Pour ce qui concerne le maïs, son prix moyen pondéré au producteur a subi une évolution si faible qu'elle peut être assimilée à une relative stabilité entre novembre 2014 et février 2015. De mars à octobre 2015, il a haussé progressivement un mois sur l'autre jusqu'en octobre 2015 (Cf. graphique 3). Il ressort de l'analyse de ces évolutions des prix moyens nationaux pondérés au producteur que ces

derniers ont globalement baissé durant la période des récoltes de novembre 2014 à janvier 2015.

La faiblesse de la hausse des prix entre les mois de janvier et avril 2015 malgré l'existence d'une forte demande provient essentiellement d'un ensemble de facteurs dont entre autres :

- L'autoconsommation dans certaines localités situées dans les zones déficitaires et qui ont eu une production moyenne;
- Les perturbations de flux commerciaux dans les régions du nord et certaines parties du centre à cause de l'insécurité résiduelle ;
- La lourdeur du processus d'attribution des marchés publics et la non préparation de certains adjudicateurs retenus pour l'opération de reconstitution des stocks de l'Office des Produits Agricoles du Mali a fait retarder ce processus, qui a débuté pratiquement en fin de la période des récoltes;
- La lourdeur des procédures administratives d'obtention des intentions d'exportation des céréales n'a pas encouragé les commerçants à exporter ou du moins de façon formelle;
- L'existence de stocks importants au niveau des grossistes habituels qui n'ont pas pu pour la plupart remplir les conditions d'attribution des marchés publics.

Les hausses relativement sensibles des prix moyens nationaux pondérés au producteur des céréales sèches observées sur les marchés après le mois d'avril 2015 proviennent d'un ensemble de facteurs dont entre autres :

- Les achats institutionnels du Programme Alimentaire Mondial et de l'Office des Produits Agricoles.
- Les fortes demandes des commerçants des pays voisins (Guinée, Sénégal, Mauritanie, etc.);
- La reconstitution des stocks commerciaux des commerçants locaux et étrangers (Côte d'Ivoire, Mauritanie, Guinée, etc.) depuis fin avril 2015 en vue de faire face aux fortes demandes du mois de carême et de la période de soudure.

Durant la période soudure, les baisses de prix moyens nationaux pondérés au producteur observées pour le mil et le sorgho proviennent des

effets des distributions alimentaires gratuites à plus de 730.000 personnes dont 15.000 tonnes de mil et de sorgho en fin juin 2015 par l'Etat conformément au plan national de réponse 2015, des reports de consommation sur le maïs et les autres cultures de soudure, et au déstockage en vue de faire face aux dépenses inhérentes à la fête de Tabaski et à la rentrée scolaire.

Par rapport à l'an passé, les prix moyens au producteur ont été, durant toute l'année, inférieurs pour le mil. Pour le sorgho et le maïs, ils ont été inférieurs jusqu'en mai 2015 et supérieurs à partir de juin 2015. Ils sont restés globalement inférieurs par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Concernant les prix moyens nationaux au consommateur des céréales sèches, ils ont évolué de la manière suivante :

Les prix moyens nationaux au consommateur ont été dans l'ensemble en baisse jusqu'en mars-avril 2015. Ils ont globalement haussé un mois sur l'autre d'avril 2015 jusqu'à la période de soudure à partir de laquelle ceux du mil ont légèrement baissé tandis que ceux du sorgho et du maïs ont légèrement haussé à cause des effets de substitution du mil vers ces produits (Graphiques 6, 7,8).

S'agissant des prix moyens pondérés au producteur et des prix moyens au consommateur du riz local, ils ont connu un niveau plus élevé cette année par rapport à l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années (Cf. Graphiques 4 et 9). La hausse des prix du riz local a été beaucoup plus prononcée que celle des céréales sèches à cause des facteurs suivants :

- Une production de paddy légèrement en baisse de -2% par rapport à une année plus tôt;
- Les achats de l'Office des Produits Agricoles du Mali pour la reconstitution du stock d'intervention de l'Etat. Il faut souligner que les prévisions d'achat (25.200 tonnes de riz) n'ont pu être obtenues à cause du fait que les prix du marché ont dépassé rapidement ceux de l'Office des Produits Agricoles du Mali, qui était de 290 F/Kg à Bla et Macina, 292 F/kg à San, 300 F/kg à

Ségou et 310 F/kg à Bamako. Toutefois les achats, qui ont été effectués ont permis d'améliorer sensiblement les revenus des producteurs ;

- La diminution des objectifs de production du riz de contre saison. En effet, sur une prévision de 14.863 ha, la mise en culture a porté sur 7.947,21 ha soit un taux de réalisation de 53,47%. Cette diminution des objectifs de production est consécutive à la réalisation des travaux de réfection de certains canaux d'irrigation, notamment celui de N'Débougou et une partie de celui de Niono ;
- La rétention des stocks par les producteurs en vue de bénéficier des meilleurs prix. En effet la forte demande des produits maraichers aux niveaux national et sous-régional a contribué à l'amélioration des revenus des producteurs leur offrant ainsi la possibilité de résoudre leurs besoins monétaires sans avoir recours à la vente de leur production de riz dans l'immédiat. ce qui leur a permis de rallonger le temps de mise en marché afin de bénéficier des meilleurs prix.

S'agissant des riz importés brisés et RM40, leurs prix sont restés quasiment stables durant les huit(8) premiers mois de la campagne de commercialisation 2014/2015. Cependant durant la période de soudure, ils ont légèrement baissé à cause de l'autorisation des importations exonérées de riz (cf. graphique 5).

III - Perspectives de l'évolution des prix et des quantités sur les marchés

La reprise salubre des pluies depuis la troisième décade de juillet 2015 et leur poursuite jusqu'en octobre 2015 permettent d'espérer sur une issue favorable à la campagne agricole en cours. L'accalmie sur le plan phytosanitaire et le niveau des pertes de superficies relativement faibles ont contribué à cela.

Les perspectives de production céréalière sont meilleures à celles de l'année dernière et à la moyenne des cinq dernières années. Les prévisions

de productions présentent une hausse de 6,04% par rapport à la campagne dernière et +17% par rapport à la moyenne des cinq dernières années ; ce qui augure d'une bonne disponibilité céréalière dans le pays durant la campagne de commercialisation 2015/16.

Les récoltes pour les différentes spéculations sont en cours ou sur le point de démarrer. Si, pour le maïs et le riz local, les récoltes ont commencé depuis le mois de septembre 2015, pour le mil/sorgho, elles viennent de démarrer et se généraliseront de novembre 2015 jusqu'en janvier-février 2016. Ces récoltes contribuent présentement à une amélioration de plus en plus importante des offres sur les marchés en plus du déstockage des reliquats de la campagne dernière. Au même moment, l'autoconsommation réduit la demande sur les différents marchés.

Ainsi la baisse de la demande des ménages et des commerçants, qui attendent l'effectivité des récoltes et des précisions sur le niveau des achats avant de s'engager à des transactions importantes face à une offre en hausse induisent la baisse des prix sur les différents marchés. Les prix des produits céréaliers dans un tel contexte devront continuer à baisser sur les marchés jusqu'en février 2015 (mois de fin des récoltes).

Cette année, les caprices pluviométriques de début de saison et la poursuite des pluies jusqu'en fin octobre 2015 pourraient avoir un impact négatif sur la production du coton qui constitue la principale source de revenus pour les paysans dans les zones cotonnières de Sikasso, Ségou, Koulikoro et de Kayes. Si cette tendance se confirmait, son impact serait certainement de rehausser l'offre de céréales dans ces zones pour satisfaire les besoins financiers des cotonculteurs. Les prix pourraient baisser plus que d'habitude dans le pays en général et dans ces zones en particulier.

Il faut rappeler que durant les trois dernières années, à cause de la conjoncture difficile dans le pays, les achats dans le cadre des appuis en vivres ont contribué à la hausse de la demande interne. Il est fort probable que cette année, ces besoins en appuis diminuent. A cela il faut ajouter :

- la baisse du niveau prévisionnel des achats pour la reconstitution du Stock National de Sécurité (20.000 tonnes cette année contre 35.000 tonnes en 2014/ 15).
- Le niveau de la production céréalière 2015/16 attendue au Sahel et en Afrique de l'Ouest se situerait entre 54 et 62 millions de tonnes, soit respectivement une baisse de 3% et une hausse de 11% par rapport à la moyenne des cinq dernières années (source PREGEC, sept 2015). Malgré les poches localisées de baisse de production, notamment au Niger et en Mauritanie, les demandes pour ces pays ne devraient pas connaître une variation sensible par rapport à la moyenne.

Tous ces facteurs ci-dessus évoqués devront contribuer à la baisse du niveau des prix durant cette campagne de commercialisation 2015/16. Le niveau des prix pourraient être similaire ou inférieur à la moyenne.

Durant l'hivernage 2015/16, les pâturages se sont bien reconstitués à cause de la régularité et du prolongement de la pluviométrie. Ainsi, l'alimentation du bétail ne devrait pas connaître de problème majeur à travers le pays. Cependant, toute perturbation dans le mouvement habituel des troupeaux pour l'exploitation des parcours pastoraux particulièrement dans les régions du nord pourrait engendrer des situations difficiles. Actuellement, avec la fin de l'hivernage, on assiste au retour habituel des animaux vers le sud, ce qui présage de bonnes perspectives en termes d'approvisionnement des marchés à bétail. Les prix du bétail se trouvent à un niveau encore élevé. Cette situation devra se poursuivre à cause d'un ensemble de facteurs dont entre autres ;

- les bonnes conditions d'élevage présentes qui n'incitent pas à des ventes massives ou à un bradage,
- le bon niveau de production agricole qui n'incite pas trop les agropasteurs à la vente,
- la forte demande des pays voisins.

Les prix du bétail au cours de l'année de commercialisation 2015/16 resteront supérieurs à la moyenne dans l'ensemble ; ce qui maintiendra les

termes de l'échange bétail/céréales supérieurs à la moyenne durant l'année 2016.

S'agissant des produits halieutiques, le pays reste toujours structurellement déficitaire. La demande est satisfaite à partir de l'offre interne dominée par les captures dans les cours d'eau et de plus en plus dans les étangs piscicoles, mais surtout par les importations des poissons de mer des pays côtiers, notamment le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Ceci crée un équilibre relatif entre l'offre et la demande, expliquant ainsi la stabilité des prix des produits halieutiques sur les marchés maliens.

IV - Recommandations pour la campagne de commercialisation 2015/16

Au vue de l'évolution des fondamentaux du marché évoquée auparavant, il est à craindre une chute des prix des céréales qui ne favoriserait pas les producteurs. En fait, la conjonction d'une bonne production agricole attendue cette année et de la faiblesse des achats institutionnels² fait planer le risque d'une chute des prix. C'est pourquoi la mission recommande les actions suivantes :

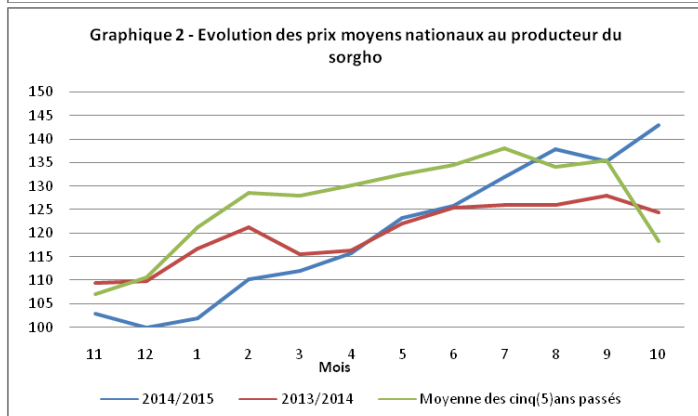
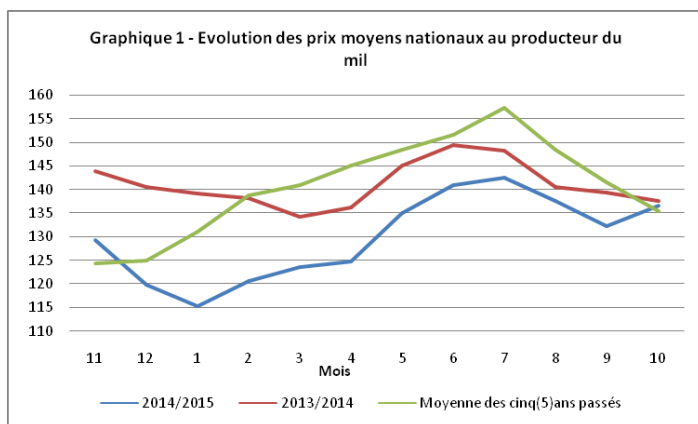
- **La simplification des procédures d'exportation des céréales en vue d'éviter la chute des prix et d'améliorer le revenu des producteurs.** Actuellement le niveau actuel des stocks de l'Office des Produits Agricoles du Mali ne présage pas d'achats aussi importants que l'année dernière, lesquels achats sont toujours indispensables pour éviter l'effondrement des revenus des producteurs en des années de bonne production comme celle-ci. Ainsi pour soutenir la demande, il faut faciliter les procédures d'exportation des céréales.
- **La poursuite des ventes d'interventions dans les zones d'insécurité.** Malgré la signature de l'accord de paix le 15 mai 2015 et son parachèvement le 20 juin 2015, l'insécurité dans les zones du nord et du centre persiste et continue de perturber les flux commerciaux avec les zones de production. Les transporteurs et les commerçants en raison des dégâts et des pertes

² Cette année les achats de l'Office des Produits Agricoles du Mali devraient être largement inférieurs à ceux de la campagne de commercialisation 2014/15/

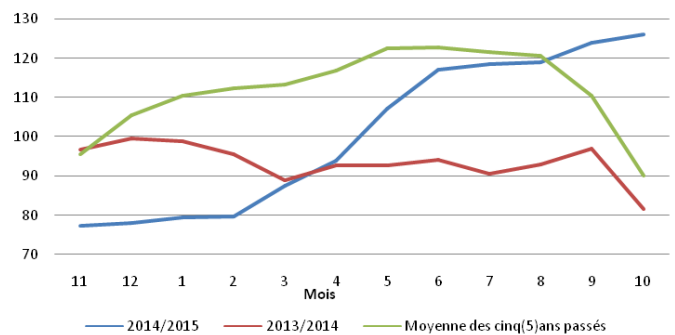
liées au braquage sont réticents dans l'approvisionnement de ces zones particulièrement en dehors des capitales régionales plus ou moins sécurisés. Ainsi il faudra poursuivre les ventes d'intervention dans ces zones. Ces ventes devront concerner le mil, le sorgho et le riz local.

- **L'autorisation accordée au Programme Alimentaire Mondiale d'acheter dans le pays les quantités dont elle a besoin en cas d'intervention dans un pays de la sous-région.** Cette autorisation permettra de soutenir la demande interne afin d'éviter les fortes baisses de prix dans le pays.
- **Le rappel à la reconstitution des banques de céréales des communes entre décembre 2015 et janvier 2016.**
- **La requête de l'Etat aux organisations caritatives de privilégier les achats locaux dans le cadre de leurs activités;**
- **La reconstitution entière durant la période des récoltes du Stock National de Sécurité et des stocks du Programme Alimentaire Mondial dans le cadre de son programme pays.**

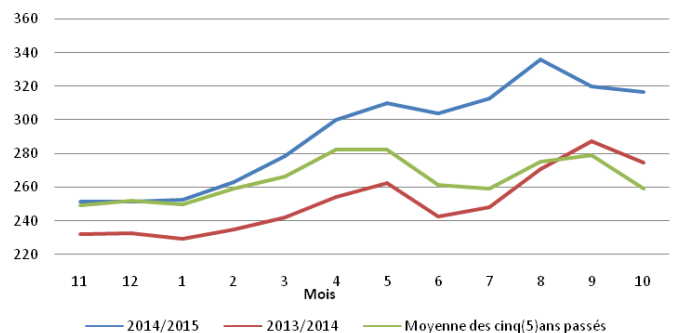
V - Evolution des prix moyens nationaux pondérés au producteur



Graphique 3 - Evolution des prix moyens nationaux au producteur du maïs

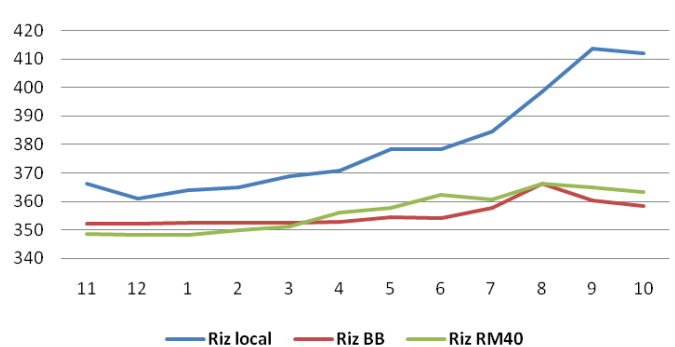


Graphique 4 - Evolution des prix moyens nationaux au producteur du riz local

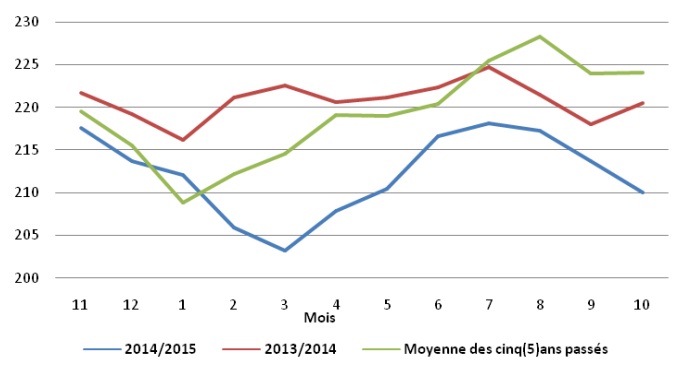


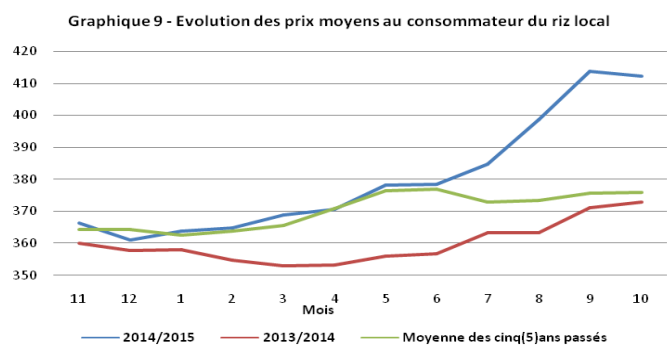
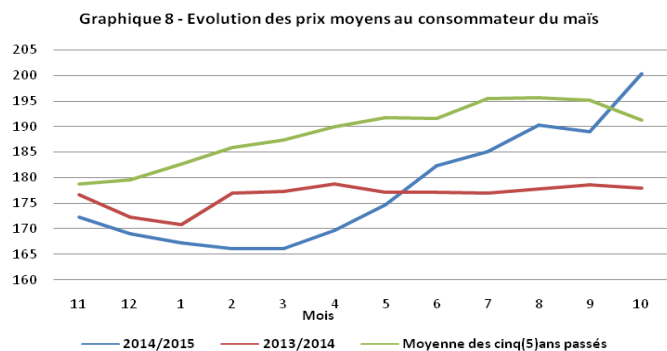
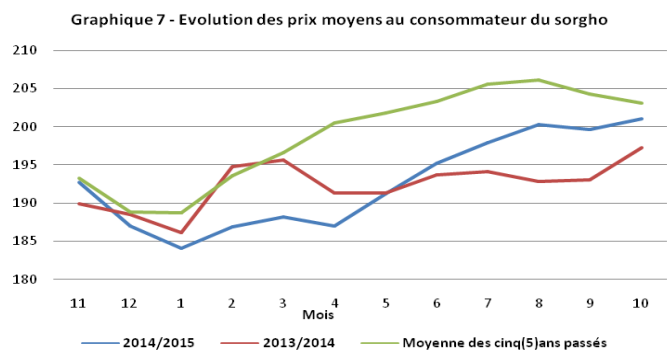
VI - Evolution des prix moyens nationaux au consommateur

Graphique 5 - Evolution comparative des prix moyens nationaux au consommateur des riz durant la campagne de commercialisation 2014/15



Graphique 6 - Evolution des prix moyens au consommateur du mil





VII - Evolution des prix dans les localités visitées

